

Appel à manifestation d'intérêt du F3E et de Migration et Développement : Evaluation externe du projet « JEUNES DES DEUX RIVES ENGAGÉS DANS UNE CITOYENNETE OUVERTE SUR LE MONDE »

Ces éléments sont présentés sous réserve de la finalisation en cours des termes de référence de cette étude.

I – L'action et les acteurs impliqués

Migrations & Développement (M&D) est une association franco-marocaine de droit français, créée en 1986 par des migrants pour mener des actions de développement dans les villages de leur région d'origine, l'Atlas et l'Anti-Atlas marocains, frappée par une sécheresse sévère depuis le milieu des années 70.

Le projet Jeunes des 2 Rives (J2R) est un projet pilote d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale qui entend renforcer le pouvoir d'agir et les parcours d'engagement de jeunes de France, du Maroc et de Tunisie, notamment parmi celles et ceux qui subissent le plus les inégalités sociales et territoriales. En améliorant la compréhension des enjeux de développement et du vivre-ensemble, en développant l'esprit critique et en faisant la promotion de la citoyenneté et de la solidarité internationale, il vise à prévenir toutes formes de repli sur soi et de radicalités pouvant aller jusqu'à l'engagement dans l'extrémisme violent.

Le projet est mis en œuvre d'avril 2017 à avril 2019 par Migrations & Développement, chef de file d'un consortium composé de : Solidarité Laïque (SL), la Ligue de l'Enseignement des Bouches du Rhône (L13), ANRAS Solidarités, Trame de Vie (TDV) et Etudiants & Développement (E&D).

Le projet est né d'un double constat de la part de M&D et ses partenaires locaux au Maroc, partagé et enrichi par les membres du consortium. **D'une part, une modification profonde** dans la situation et le comportement des jeunes des deux rives a été ainsi perçue, qui a semblé insuffisamment prise en compte dans les politiques et pratiques en direction des jeunes, principalement celles des « quartiers populaires » défavorisés, qui subissent le plus les inégalités sociales, économiques et territoriales.

D'autre part, M&D travaille sur la thématique de la jeunesse depuis de nombreuses années, en France et au Maroc, en termes d'inclusion économique, citoyenne et sociale et d'échanges entre les deux rives. De la jonction entre le constat de profondes modifications sur ce champ « jeunesse » et le caractère franco-marocain de M&D est né le projet J2R.

L'organisation du consortium est la suivante :

- M&D, chef de file, conduit l'ensemble du projet avec l'appui de Solidarité Laïque (SL), et anime ses instruments de gouvernance et coordonne la partie Maroc (Région Souss Massa), où elle mobilise un réseau d'acteurs jeunesse ;
- SL appuie M&D dans la conduite du projet, soutient la capitalisation et la diffusion des acquis, et coordonne la partie Tunisie (niveau national) où elle mobilise un réseau d'acteurs jeunesse ;
- ANRAS (Béziers) et la Ligue 13 (Marseille) mobilisent/accompagnent les encadrant-e-s en France
- Trame de Vie (TDV) assure la coordination pédagogique des accompagnements des encadrant-e-s en France.
- Etudiants & Développement (E&D) apporte un appui pédagogique dans l'animation, l'accompagnement et la mise en place d'action d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

II – L'évaluation externe

2.1 – Objectifs

Cette évaluation externe est motivée par l'importance **de tirer les enseignements** de cette phase pilote de deux ans, afin de les adapter à la seconde phase du projet, qui sera portée à une plus grande échelle en 2019, par Solidarité Laïque. Cette extension est prévue à l'échelle nationale en France (au-delà du Sud de la France actuellement ciblé) et au Sud de la Méditerranée : Algérie, en plus du Maroc et de la Tunisie.

Objectif 1 : Cette évaluation doit permettre d'interroger les plus-values supposées du projet, à savoir :

- Le fait de travailler en complémentarité avec divers types d'acteurs : ONG de développement, structures de l'éducation populaire, de l'éducation spécialisée, organisations de jeunesse, etc. ;
- Le fait de travailler sur plusieurs espaces méditerranéens : France, Maroc, Tunisie.
- Le fait de produire des méthodes et savoir-faire pédagogiques pertinents et accessibles aux jeunes les plus éloignés de ces démarches d'éducation à la citoyenneté.

Objectif 2 : Elle doit permettre d'infirmer/valider les postulats de base du projet.

Objectif 3 : Le projet étant à une phase pilote avant sa réplique à une échelle nationale en France et une extension géographique au Sud de la Méditerranée (Algérie en plus du Maroc et de la Tunisie), cette étude sera porteuse d'apprentissages pour M&D et les structures engagées.

2.2. – Aspects à étudier

L'évaluation portera sur une partie des actions menées, depuis le début du projet, à savoir avril 2017, jusqu'à la période d'évaluation (novembre 2018 – février 2019).

Cette délimitation sera décidée en accord avec le(s) consultant-e-s. Si, en termes de volumes d'activités, le projet se centre plus sur la France où les activités ont commencé plus tôt, les dimensions tunisiennes et marocaines ne devront pas être négligées. Plus précisément, cette évaluation devra porter sur 2 volets.

Volet 1 → Evaluer la pertinence, la cohérence de la stratégie et du dispositif d'intervention par rapport à l'action, et ses premiers effets.

Dans ce cadre, l'évaluation doit permettre de réaliser une introspection sur ce qui a été réalisé, les difficultés rencontrées, les réaménagements opérés et les acquis à consolider.

La plus-value de la démarche et le dispositif d'intervention, basés sur 3 pays avec des partenaires de divers types (ONG, structures de l'éducation populaire, de l'éducation spécialisée etc.) sera questionnée, notamment dans sa capacité à initier un processus de **transformation sociale** à 2 niveaux :

- Evaluer la capacité du projet à accompagner les encadrant-e-s de jeunes à s'adapter aux changements sociétaux et aux évolutions de leurs publics ;
- Evaluer la capacité du projet à produire des méthodes éducatives innovantes favorisant l'ouverture sur l'autre et sur le monde, adaptées à chaque public et notamment appropriables par les jeunes hommes et les jeunes femmes.

La capacité du projet à faire émerger chez les jeunes l'exercice d'une citoyenneté active pourra faire également l'objet de premières analyses.

L'intégration de l'approche genre dans le projet doit faire l'objet d'une attention particulière dans cette évaluation.

Volet 2 → Dégager les conditions nécessaires au passage à l'échelle nationale en France et dans d'autres pays du pourtour méditerranéen

Ce volet de l'évaluation revêt une importance stratégique dans la perspective de son extension et de son changement d'échelle, qui se traduira par une démultiplication des sites (tant en France qu'à l'international), au terme de cette présente phase, dont le caractère pilote vise à préfigurer la seconde phase (qui sera sur une période de trois ans).

Il est ainsi attendu de pouvoir identifier les bonnes conditions d'organisation et de structuration de cette seconde phase, notamment en matière :

- D'animation du consortium (COPIL) et de gouvernance collective (rôle, fréquence, informations, prise de décisions...)
- De conduite transnationale (intégration de l'ensemble des espaces internationaux et de leurs acteurs dans une dynamique collective convergente).
- D'articulation entre recherche académique et actions menées par le projet, et plus globalement, de mise en cohérence des différentes actions du projet.
- D'adaptabilité des moyens financiers et humains aux objectifs et ambitions du projet.

2.3 – Déroulement envisagé pour l'évaluation externe

Phase d'analyse bibliographique de l'existant sur la thématique du projet

- Etudes et diagnostic portant sur la jeunesse de France, du Maroc et de Tunisie, notamment en matière d'inclusion citoyenne, de prévention des risques sociaux...
- Une réunion de cadrage aura lieu au démarrage de l'évaluation, en France (Paris). Une note de cadrage permettra d'actualiser la méthodologie suite à la réunion de cadrage et les premiers échanges.

Phase missions de terrain :

- Une mission en Tunisie : **le-s évaluateur-s ou évaluatrice-s devront être présents au Séminaire d'échanges prévu en Tunisie du 15 au 19 novembre 2018**. Ce séminaire d'échanges mobilisera l'ensemble des encadrant.e.s de jeunes accompagnés dans le cadre du projet en France, au Maroc et en Tunisie.
- Une mission au Maroc est à prévoir en décembre 2018 ou janvier 2019 pendant laquelle des entretiens individuels et des focus groups pourront être organisés.
- Des déplacements pour rencontrer les acteurs-actrices en France (Paris, Marseille, Béziers) sont requis.

Phase rédaction et restitution :

- Un rapport provisoire est attendu avec restitution au Comité de pilotage du projet et au F3E.

- Un rapport final est attendu, comprenant une synthèse ou un résumé exécutif d'une dizaine de pages

Le budget de l'évaluation est fixé à 25 000 € TTC (coûts directs, imprévus éventuels compris à hauteur de 5% des coûts directs).

2.4 – Expertise externe recherchée

L'évaluation finale sera effectuée par **un-e consultant-e ou une équipe de consultant-e-s**. Dans ce cas, leur complémentarité devra être expliquée. Expertise recherchée :

- Compétences et expériences significatives en évaluation de projets internationaux, notamment menés par des consortiums d'acteurs ;
- Bonne connaissance de la thématique jeunesse, notamment celles des pays du pourtour méditerranéen ;
- Bonne connaissance des ONG de solidarité internationale, de l'ECSI, idéalement de l'éducation populaire et du paysage associatif marocain et tunisien ;
- Expérience et très bonne connaissance des questions de genre
- Expériences souhaitées dans les pays du projet : France, Maroc, Tunisie. La maîtrise de l'arabe est un plus.

2.5 – Calendrier indicatif envisagé pour l'évaluation

Le calendrier de cette évaluation est **très contraint** : ce processus doit en effet nourrir l'extension du projet, qui débutera en avril 2019.

Etapes	Echéances <i>au plus tard</i>
Appels d'offre restreint et envoi des TdRs	15 octobre 2018
Sélection de(s) consultant(s)	1 ^{ère} semaine de novembre 2018
Début de la mission et réunion de cadrage en France (Paris)	Semaine du 5 au 9 novembre 2018
Remise de la note de cadrage	13 novembre 2018
Mission et Participation au Séminaire en Tunisie (5 jours)	Du 15 au 19 novembre 2018 (présence requise du consultant(s) sur 3 jours minimum).
Missions France & Maroc	Décembre 2018 – janvier 2019
Remise du 1 ^{er} draft de rapport provisoire	1 ^{ère} semaine février 2019
Atelier de restitution et enrichissement du rapport provisoire	2 ^e semaine février 2019 (Marseille)
Remise du Rapport final	Fin février 2018

Cet appel à manifestations d'intérêt est destiné à identifier des consultant(e)s. A l'issue de cet appel à manifestation d'intérêt, une présélection sera opérée, puis un appel d'offres restreint sera lancé auprès des consultant(e)s présélectionné(e)s, sur la base des termes de référence finalisés de l'étude.

A ce stade, le CV du/de la consultant(e) proposé pour être chef(fe) de mission est demandé. Si une équipe de consultant(e)s était proposée, l'envoi du CV du/de la consultant(e) associé(e) n'est pas exigé à ce stade de l'appel à manifestations d'intérêt, mais est toutefois encouragé.

Si vous souhaitez manifester votre intérêt, merci de bien vouloir envoyer votre / vos CV par courrier électronique

Avant le lundi 8 octobre 2018 à midi (heure française) à l'attention simultanée de :

Rodrigue Olavarría-Tapia, Chargé d'accompagnement d'études, F3E : r.olavarriatapia@f3e.asso.fr

Jérémie Morfoisse, Coordinateur programme J2R, Migrations et Développement: jeremie.morfoisse@migdev.org

Il est demandé de joindre un/des CV actualisé(s) dans le(s)quel(s) vous aurez surligné les éléments spécifiques que vous jugez utiles pour apprécier votre manifestation d'intérêt dans le cadre de cette étude.